

Retoqué, Pa un pumonte pulitu reste dans les locaux du Syvadec

Quelques guitares ont fait leur apparition au milieu des matelas gonflables.

Les membres du collectif Pa un pumonte pulitu occupent toujours les locaux ajacciens du syndicat de valorisation des déchets de Corse afin d'obtenir l'abandon du projet de plateforme de compostage sur le site environnemental de Vico.

Au sujet de cette plateforme, que le collectif juge "démessurée par rapport aux besoins de la région", les membres attendaient une réunion du bureau du Syvadec, hier. "Elle a été annulée", lâche, lassée, Brigitte Artilli.

Véronique Fieschi note que quoi qu'il en soit, la réunion qui aurait dû avoir lieu "n'aurait permis d'acter aucune décision". Maigre consolation pour le collectif.

Désormais, il se raccroche à une nouvelle échéance : le 21 mars prochain.

"Cette fois, on pourra acter une décision. Qu'ils refusent d'abandonner le projet ou qu'ils poursuivent. Nous souhaitons évidemment l'abandon du projet, mais il est temps de prendre position. Si elle ne tombe pas, nous prendrons cela pour un refus d'abandonner ce projet de plateforme", s'impatientent



Les membres du collectif Pa un pumonte pulitu occupent les locaux du Syvadec depuis plus d'une semaine.

/ ARCHIVES PIERRE-ANTOINE FOURNIL

les membres du collectif.

Mais pas seulement. Après le Rinnovu, en fin de semaine dernière, un communiqué, sous la plume du Cunitatu Patriottu, a été distribué.

Les supermarchés comme "financeurs" ?

"Alors qu'ailleurs les déchets ménagers représentent une richesse et contribuent à l'émergence d'une économie circulaire, chez nous, ils ne sont que le prétexte à une ges-

tion publique trouble et à l'enrichissement personnel de quelques opérateurs privés. Le Syvadec, par son échec patent, démontre que la gestion des déchets ne s'improvise pas et ne peut être appréhendée seulement d'un point de vue de la rentabilité".

Le temps d'une page, ce communiqué remet en question toute un fonctionnement commercial qui selon eux semble entourer la problématique. Et qui de fait, échappe aux Corses.

Dans cette logique, "les su-

permarchés doivent être les principaux financeurs de la mise en place d'une recycle-rie de verre. De la gestion des déchets, de la dépollution des sites sauvages et des campagnes de promotion du tri. Et enfin de la promotion des emballages recyclables et unités de valorisation des matières plastique", proposent les rédacteurs du texte.

En attendant des réponses, les membres du collectif occupent toujours les locaux du Syvadec. La directrice du syndicat n'a pu être jointe hier soir.

J.-F. C.